

Capitalisme allemand et crise européenne : partie de la solution ou partie du problème ?

Steffen Lehndorff

*Directeur de recherche au Département du temps de travail et de l'organisation
du travail (IAQ), Université de Duisburg-Essen*

Si on a actuellement l'impression que l'Allemagne pourrait servir d'exemple à tous, c'est essentiellement lié à ce qu'on nomme le « miracle allemand de l'emploi » des années 2008-2009.

Ce qui s'est passé dans les années 2008 et 2009 est relativement simple. Alors qu'*avant* la crise, le bouleversement du modèle allemand de l'emploi avait largement contribué aux déséquilibres européens et à ceux de l'économie mondiale, la stabilisation du marché du travail et de l'économie *pendant* la crise était justement dû à la réactivation des éléments du modèle allemand qui avaient survécu à la casse méthodique des années précédentes.

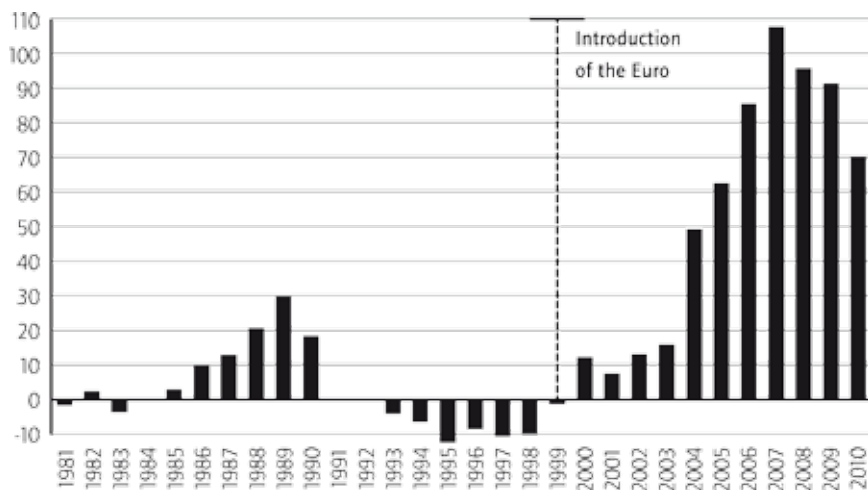
La deuxième phase de la belle réussite allemande a commencé par des taux de croissance particulièrement élevés à partir du deuxième semestre 2009 – l'année 2011 en marquant pour l'instant l'apogée. Alors que de plus en plus de membres de la zone euro s'enfonçaient dans la crise, la politique allemande a réussi sa mise en scène avec une force suggestive écrasante.

Jusqu'à il y a environ une vingtaine d'années, des institutions telles que le système des relations industrielles, le droit du travail et l'État-providence ont activement contribué aux succès d'une industrie tournée vers le marché mondial, portée par un « capital patient », une main d'œuvre hautement qualifiée et fondée sur une importante création de richesse et une production de qualité. Ces succès ont profité à l'ensemble de l'économie mais aussi à de nombreux pans de la société. On a caractérisé ce modèle comme étant celui du « capitalisme rhénan ».

La base du succès économique de l'Allemagne est la force de son industrie d'exportation. Il serait erroné d'affirmer que les déséquilibres économiques en Europe seraient dus en premier lieu au *dumping* salarial allemand. Le succès des exportations de l'industrie allemande se fonde essentiellement sur son haut niveau de spécialisation et la qualité de sa production, sur l'accent donné par les entreprises à la prestation de services ainsi que sur la flexibilité et la qualification de la main d'œuvre. Le problème est que, au cours de la dernière décennie, à cette compétitivité hors-prix s'est ajoutée une réduction des coûts salariaux unitaires par rapport aux autres pays européens. Les salaires moyens allemands ont en effet stagné voire diminué tandis que la productivité du travail augmentait.

Alors que, au cours des décennies précédentes, le mécanisme d'ajustement du taux de change avait permis le cas échéant une compensation occasionnelle en faveur des économies plus faibles, les deux cinquièmes du commerce extérieur allemand ont été débarrassés de ce fardeau par l'Union monétaire, comme le montre la hausse impressionnante des excédents de la balance des paiements courants, quelques années après l'introduction de l'euro (Tableau 1).

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements courants avec les pays de la zone euro. En milliards d'euros



Source : Deutsche Bundesbank.

Le revers de la médaille est le déséquilibre du marché intérieur. Entre 2001 et 2008, les trois quarts de la croissance économique allemande étaient à attribuer à l'excédent commercial, tandis que la demande intérieure n'y contribuait

qu'à hauteur d'un quart (Priewe/Rietzler 2010, p. 64). La faible évolution des salaires empêcha non seulement un transfert des gains de croissance générés par le *boom* des exportations vers le marché intérieur mais aussi un renforcement comparable des importations qui aurait permis de rendre aux autres pays les gains de croissance de l'industrie allemande à l'étranger (Joebges *et al.* 2010: 10).

Le déséquilibre économique intérieur de la plus grande économie européenne est la principale source des déséquilibres extérieurs, véritable épée de Damoclès pour l'ensemble de la zone euro. Ces déséquilibres sont parfois décrits ainsi : « L'Allemagne exporte trop ». Ils pourraient aussi bien, et peut-être même d'une manière plus pertinente encore, être résumés dans l'affirmation suivante : « L'Allemagne n'importe pas assez ».

« Hart IV empoisonne l'Europe »

Que se cache-t-il derrière la faible évolution des salaires en Allemagne, souvent nommée « modération salariale » ? La politique salariale des syndicats s'est-elle laissée guider par l'augmentation de la compétitivité-prix de l'industrie de l'exportation, comme le suggèrent des voix critiques nationales et étrangères ? Il y a bien un « esprit corporatiste » de la concurrence, mais celui-ci fait partie d'une problématique plus complexe. Tenter de le comprendre mène au cœur des bouleversements du modèle allemand de l'emploi.

Si l'on regarde de près l'évolution des taux de rémunération de 2000 à 2010, on peut faire un constat surprenant. C'est précisément dans la métallurgie et l'industrie chimique, les branches qui sont le plus fortement exposées à la concurrence internationale, que les revenus conventionnés et les salaires ont le plus augmenté. Les causes principales des faibles augmentations du salaire moyen sont manifestement à chercher dans des branches qui ne sont pas ou que faiblement exposées à la concurrence internationale : le bâtiment (dont le niveau des salaires subit la pression de la main d'œuvre clandestine), le commerce de détail et surtout les services publics. De 2000 à 2010, les salaires conventionnels nominaux ont augmenté de près de 28 % dans les branches industrielles orientées vers l'exportation, alors qu'ils n'augmentaient que de 17 % dans les services publics (Bispinck 2011). Ce n'est pas un hasard si les hausses des salaires conventionnels des services publics sont la lanterne rouge des grandes branches.

Le résultat de ce changement structurel est que le clivage entre les coûts du travail dans l'industrie et les services s'est accentué plus que dans n'importe quel autre pays de l'UE, contribuant ainsi à une réduction du prix d'un large éventail de prestations pour l'industrie elle-même (Horn *et al.* 2007).

Le deuxième changement structurel se manifeste par le fait que les augmentations *effectives* des salaires dans la période 2000-2010 se trouvaient en moyenne à près de 50 % en dessous des hausses des salaires convention-

nels (12,7 % contre 23,6 %), de sorte que le salaire réel par tête a reculé de 4 % (Bispinck 2011). Ceci est imputable à l'affaiblissement des syndicats, au recul des conventions collectives sectorielles, au démantèlement systématique – soutenu par la confédération des employeurs – de la déclaration d'applicabilité générale des accords collectifs par le gouvernement fédéral, ainsi qu'aux nombreuses dérogations locales aux accords collectifs depuis le début des années 2000.

Au-delà de ces changements institutionnels, les fondements mêmes des institutions ont connu des bouleversements. On note deux changements principaux. Premièrement, l'externalisation des services par laquelle des pans croissants de l'industrie ont été transférés vers des entreprises industrielles et de services aux normes de travail moins élevées. Deuxièmement, la privatisation de services qui relevaient auparavant de l'État. Ainsi, en relation avec la directive européenne dite « Bolkestein », ont été créés de grands secteurs d'activités dont la compétitivité repose sur la faiblesse des salaires.

Le quatrième et particulièrement puissant ensemble de facteurs freinant le développement des salaires tient aux modifications de l'architecture de la régulation du marché du travail entreprises depuis 2003, à la réduction massive de l'assurance-chômage au profit d'un système d'aide avec examen du degré de pauvreté prévoyant des pensions de retraite encore plus faibles et qui contraint à accepter des emplois sous-qualifiés aux normes de travail peu élevées.

Tableau 2 : Croissance du PIB, taux d'inflation et revenu disponible des ménages, Allemagne et UE à 27, 2001-2008 (taux de croissance annuelle en %)

	2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008	
	DE	EU	DE	EU	DE	EU	DE	EU	DE	EU	DE	EU	DE	EU	DE	EU
Real GDP	1.2	2.0	0.0	1.2	-0.2	1.3	1.2	2.5	0.8	2.0	3.2	3.2	2.5	2.9	1.3	0.8
Inflation	2.0	3.2	1.4	2.5	1.0	2.1	1.7	2.3	1.6	2.3	1.6	2.3	2.3	2.4	2.6	3.7
Disposable income	2.1	3.3	-0.4	1.6	0.5	1.6	0.2	1.4	0.6	1.7	1.0	1.7	-0.2	1.6	0.6	1.5

Source : OECD

Dans ce contexte, un aspect mérite tout particulièrement d'être souligné : l'importance de la réglementation sur les « mini-jobs ». Celle-ci, qui a largement contribué à l'implantation d'un secteur d'activités à bas salaires, est à relier à la persistance d'un État-providence conservateur qui, d'un côté, li-

mite la participation des femmes à la vie active et, de l'autre, l'encouragement. Le manque d'offres de garde d'enfants rend difficile le retour des femmes ayant de jeunes enfants à leur activité professionnelle tandis que le système d'assurance sociale rend financièrement attrayante l'inégale distribution des revenus d'activité chez les couples mariés (Bosch/Jansen 2010). Bien que ce système conçu dans les années 1950 soit de plus en plus critiqué et que des modernisations partielles aient été entreprises (comme l'introduction des allocations parentales à l'instar du modèle suédois), il est demeuré quasiment intact. Ce qui contraste fortement avec le zèle avec lequel les réformes d'inspiration néolibérales ont été appliquées dans d'autres domaines.

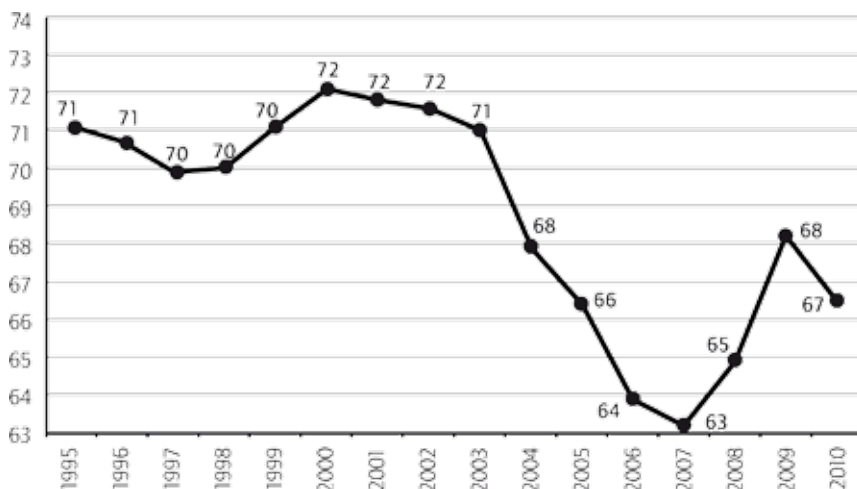
La stagnation et le recul passager des salaires moyens (en termes réels) de l'ensemble des salariés dans les années 2000 ne sont pas d'abord dus à la « modération salariale » acceptée par les syndicats de l'industrie d'exportation mais à la différenciation des conventions collectives selon les branches et à la réduction sans cesse croissante de leur efficacité. Le nivellement des salaires vers le bas, résultat des réformes du marché du travail allemand d'inspiration néolibérale, a eu une importance décisive. La baisse des salaires réels, unique en Europe, est sans précédent en Allemagne – du moins dans une phase de croissance économique. Un commentateur du *Financial Times Deutschland* alla même jusqu'à résumer ainsi la situation générale : « Harz IV empoisonne l'Europe ».

Que faire avec l'argent ?

Une productivité du travail croissante continue a accompagné la stagnation voire la baisse des salaires moyens. La part du salaire brut dans le revenu national a chuté à 9 points depuis le début de la décennie jusqu'à la veille de la crise (Tableau 3). La dynamique de cette inégalité croissante est parmi les plus fortes au sein de l'UE (ILO 2010).

À cela, il faut ajouter que les changements dans la répartition primaire ont été moins compensés que par le passé par la répartition secondaire que d'habitude. La cause en est les réformes fiscales déjà mentionnées du gouvernement rouge-vert, le taux maximum d'imposition des revenus ainsi que la taxation des revenus du capital et des bénéfices des entreprises ayant été sensiblement revus à la baisse.

Une telle transformation fondamentale de l'ordre économique et social de la plus grande économie européenne devait avoir des conséquences considérables. Elle a contribué de façon cruciale au déclenchement de la crise, tout particulièrement dans le cadre des conditions de l'Union monétaire (Horn *et al.* 2009). Car le capital financier non rémunérateur pouvant être investi a dû chercher des nouveaux terrains en dehors de la production intérieure de biens et de services. Et il les a trouvés : les profits allemands et les revenus de l'in-

Tableau 3 : Part du salaire brut dans le revenu national, Allemagne 1995-2010

Source : Schäfer (2011, p. 678).

vestissement ont joué un rôle important dans le *boom* de la bulle financière. « Le plus haut degré d'endettement de toutes les économies nationales auprès des autres nations correspond à la croissance du secteur financier » (Zeise 2009, p. 99). L'Allemagne avait le deuxième plus grand excédent de capital au monde après la Chine. Contrairement à la Chine qui est devenue la plus grande créancière étrangère de l'État américain, les investisseurs allemands sont les plus grands créanciers du très endetté secteur privé américain (Horn 2011). Les banques allemandes étaient aussi les plus grandes prêteuses de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne (Bofinger, 2010). Les nombreuses dérégulations du secteur financier menées par le gouvernement SPD ont permis aux profits allemands et aux revenus de l'investissement de participer activement à l'explosion internationale de la bulle financière et plus particulièrement au financement de la forte croissance poussée par l'endettement partiellement privé/partiellement public dans les pays européens déficitaires.

Qui croit ici à un miracle ?

Il est aussi instructif de revenir sur les raisons qui ont permis au capitalisme allemand de surmonter si rapidement la crise. Quasiment d'un jour à l'autre, de vastes plans de relance de l'activité économique allant à l'encontre des dogmes répétés jusqu'alors comme une litanie ont été mis en place. Alors que, dans les années précédant la crise, la croissance économique avait été

freinée par la baisse des recettes provoquées par les réformes fiscales, des impulsions significatives pour la croissance sont venues du changement de cap temporaire de la politique financière en 2008 et surtout en 2009. Les élections de 2009 étaient imminentes et toute réticence au sauvetage de « l'économie réelle » se serait traduite par un désastre politique pour les deux grands partis de gouvernement, étant donné qu'on venait de dépenser des milliards pour sauver les banques.

Les plans de relance du gouvernement se sont appuyés aussi bien sur la collaboration active du patronat que sur celle des syndicats. Un « esprit corporatiste de crise » informel est apparu à tous les niveaux.

Cela a eu pour principal effet immédiat d'empêcher un déclin massif de l'emploi dans l'industrie malmenée par la crise. Si des travailleurs intérimaires ont bien été congédiés, il n'empêche que, dans le bilan général du marché du travail, ce recul de l'emploi (le travail intérimaire fait statistiquement partie du secteur des services) a été compensé par une augmentation de l'emploi dans d'autres secteurs d'activité. Cette remarque sur le travail intérimaire montre clairement que l'esprit corporatiste de crise a totalement bloqué la reprise de la flexibilité externe quand il s'agissait de protéger les travailleurs permanents. La flexibilité interne a pourtant prévalu. Et c'était innovant, ou mieux : à nouveau innovant. Quelques années seulement auparavant, pendant la phase de récession et de stagnation, beaucoup d'entreprises avaient tellement réduit leur personnel qu'elles ont eu des difficultés lorsque la conjoncture s'est améliorée. Cette expérience était encore récente et, pour conserver le personnel qualifié, on était prêt à accepter des pertes considérables de productivité sur le court terme.

Le chômage partiel, si largement appliqué qu'il faut revenir à la crise du milieu des années 1970 pour trouver un élément de comparaison, a joué le rôle le plus important dans la renaissance de la flexibilité interne (Herzog-Steig *et al.* 2010). Plusieurs facteurs ont également contribué à la réduction du temps de travail : l'utilisation des conventions collectives en vigueur pour maintenir l'emploi, le renoncement aux heures supplémentaires et la suppression des avoirs devenus pour certains très importants ces dernières années (Bogedan *et al.* 2011). Surtout, les formes individuelles de réduction du temps de travail que nous venons de citer ont eu, dans l'ensemble, autant d'effet sur le volume de travail global que sur le chômage partiel (collectif) (Fuchs *et al.* 2010).

Les déséquilibres européens

Le fait que précisément ces institutions, qui n'étaient auparavant pas victimes du néolibéralisme, aient contribué à la stabilité du marché du travail allemand n'est, en fait, pas un miracle. Mais le partenariat social ressuscité

n'a rien à voir avec l'ancien : il repose sur un rapport de force complètement différent. Les contradictions, les déséquilibres et les fragilités qui ont fait leur entrée dans le modèle d'emploi allemand depuis les années 1990 avec le bouleversement néolibéral se poursuivent dans la crise – et la prolongent aussi.

Paradoxalement, cette continuité s'exprime tout d'abord dans l'évolution conjoncturelle. L'enfoncement dans la crise fut aussi soudain et radical que le rétablissement fut rapide et puissant – l'un et l'autre étant imputables à l'export. Ce fut une chance car le rétablissement est venu si rapidement que le secteur des services n'avait pas encore été contaminé (grâce aux licenciements reportés dans l'industrie et à une évolution des salaires comparative-ment bonne l'année précédente). Beaucoup d'entreprises industrielles allemandes avaient en quelque sorte attendu, le moteur en marche, que change la tournure des événements. Bien souvent, la crise a été prétexte à des rationalisations. Quand, au troisième trimestre 2009, la demande extérieure a augmenté, la main d'œuvre qualifiée était encore à bord, le chômage partiel a été interrompu, les travailleurs intérimaires congédiés ont été réembauchés et les heures supplémentaires pouvaient à nouveau être distribués.

Ce n'est pas seulement sur le marché du travail que les tendances de l'avant-crise ont été remises au goût du jour. Les déséquilibres européens se sont aussi fait sentir dans la croissance économique aussi forte qu'inattendue dès le troisième trimestre 2009. La division de recherche de la banque publique KfW a évalué dans un calcul type l'avantage de croissance que rapportait l'appartenance de l'économie allemande à la zone euro de mi-2009 à mi-2011. Dans un hypothétique scénario alternatif impliquant un retour à la monnaie nationale, l'économie allemande aurait connu une croissance d'environ 40 % inférieure à cause de taux d'intérêts et d'un taux de change plus élevés. Cette estimation plausible, dépendant certes de toute une série d'hypothèses, a été assortie d'un commentaire digne d'attention : « Cet avantage doit aussi (du moins sur un plan rhétorique) être confronté aux fardeaux qui découlent de la crise des dettes souveraines dans les pays périphériques » (KfW 2011, p. 1). Il est inutile de mentionner que cela n'a pas eu lieu dans l'espace public allemand.

Entre rhétorique et politique pratique

L'Allemagne passe pour un havre de stabilité dans un environnement marqué par la crise de l'euro et des dettes souveraines exubérantes. Ce mythe contribue à imposer les dogmes néolibéraux de l'avant-crise par l'intermédiaire de Bruxelles. Ce que nous vivons est exactement ce que Paul Krugman (2010), au sujet des États-Unis, décrivait comme « l'étrange triomphe d'idées ayant échoué ». La politique ne peut aujourd'hui se justifier que par des raccourcis, tels que « Le marché est le meilleur régulateur ». Le plus important de ces raccourcis a un nom : « la dette souveraine ».

Cela permet aux gouvernements de faire un grand écart trompeur entre rhétorique et politique pratique. Trompeur dans la mesure où la suite des événements est incontestée : « La crise a commencé par des dettes privées trop élevées qui se sont transformées en déficit public et en dettes souveraines parce que la récession a provoqué une dégradation de la situation budgétaire et qu'une grande partie des dettes privées ont été mutualisées par les plans de sauvetage du système financier » (Roubini 2010). En faisant de la prétendue « crise de la dette » la question centrale de la gestion de la crise, le gouvernement fédéral traite la victime en accusé. En principe, il suit ici le même cadre d'interprétation et la même boussole qu'avant la crise.

Dans la politique allemande, une compréhension extrêmement étroite des intérêts économiques nationaux se conjugue avec un pur dogmatisme. Il est impressionnant de voir avec quelle ferveur le gouvernement fédéral et la Banque centrale allemande imposent l'essentiel du programme néolibéral au niveau européen avec une obstination monétariste difficilement égalable : la baisse à court terme des dépenses publiques et la dérégulation supplémentaire du marché du travail en vue d'améliorer la compétitivité. Sans un haut degré de sainte conviction, ce refus de considérer les expériences passées et actuelles, avec les ruineuses conséquences que cela implique, n'est pas supportable. Bien évidemment, des intérêts prévalent ici. D'une part, la tentative de faire jouer au modèle d'activité allemand décrit plus haut un rôle crucial dans la zone euro le plus longtemps possible. C'est-à-dire profiter des avantages des excédents de la balance des paiements et de la faiblesse de l'euro (mesurée par la force des exportations allemandes) sans redouter des réajustements du cours des changes et de devoir faire des paiements compensatoires aux économies plus faibles au sein de la zone euro. D'autre part – et cela semble même souvent dominer –, l'opportunisme de la politique intérieure joue un rôle crucial. « L'obligation de faire des économies » est présentée comme quelque chose qui exige davantage de victimes dans les autres pays qu'en Allemagne.

« L'Allemagne va bien », comme l'avait si joliment formulé la chancelière dans son discours du nouvel an – et qui aurait dû le compléter ainsi : « si on la compare aux autres ».

Dans chaque discours européen, on pratique un égoïsme « national » dont les frontières avec le populisme de droite sont minces. Dernièrement, la focalisation sur le problème des dettes souveraines n'a été rien d'autre qu'une bouée de sauvetage du néolibéralisme jetée aux heures les plus sombres de la tempête après que les dogmes néolibéraux ont perdu leurs effets d'attraction sur les masses.

Plus fragile qu'on ne l'imaginait

Les analyses élogieuses du modèle allemand oublient de mesurer trois choses. Premièrement, le « miracle de l'emploi » des années 2008-2009 est

principalement dû aux éléments du capitalisme rhénan ayant survécu aux réformes de l'année précédente. Deuxièmement, le miracle économique de la décennie précédente – se renouvelant depuis 2009 – repose largement sur une combinaison des forces renouvelées de l'industrie (ce qui aurait été impensable sans la préservation des éléments du modèle allemand classique), d'une différenciation sociale croissante et d'une scission du marché du travail allemand. L'ouverture de l'éventail des revenus et le fait de négliger, par conséquent, le marché intérieur sont, en troisième lieu, un fardeau toujours plus lourd pour le reste des membres de la zone euro. Ce qui contribue en même temps à la formation des déséquilibres de l'économie mondiale et d'une nouvelle bulle financière.

Ce prétendu modèle de succès est, de loin, plus fragile et sujet à défaillances que ses partisans ne le font croire. Une union monétaire qui accepte ce modèle et la domination politique de ses tenants évolue sur une très fine couche de glace. Plus lourd est le boulet que l'Allemagne accroche aux pieds de l'Union monétaire, plus grand est le danger que cette couche de glace ne se brise.

L'économie et la société allemandes ont le potentiel pour jouer un rôle plus positif en Europe. Cela passerait nécessairement par une réforme fondamentale du modèle allemand de l'emploi. Une réforme qui redonnerait son sens perdu à cette notion. ■

Bibliographie

- Bispinck, R. (2011), *Pay in the 2000s : development and outcomes*. Düsseldorf : WSI Report 06.
- Bispinck, R. / Schulten, T. (2009), *Re-Stabilisierung des deutschen Flächentarifvertragssystems*. WSI-Mitteilungen H. 4, S. 201-209.
- Bofinger, P. (2010), *Eine andere Meinung zur Rolle Deutschlands in der Europäischen Währungsunion*. In : Sachverständigenrat, *Jahresgutachten 2010/11*, S. 123-133.
- Bogedan, C. / Brehmer, W. / Seifert, H. (2011), *Wie krisenfest sind betriebliche Bündnisse zur Beschäftigungssicherung ?* WSI-Mitteilungen 64(2): 51-59.
- Bosch, G. / Jansen, A. (2010), *From the breadwinner model to 'bricolage': Germany in search of a new life course model*. In : Anxo, Dominique / Bosch, Gerhard / Rubery, Jill (eds.) *The welfare state and life transitions : a European perspective*. Cheltenham (Edward Elgar), S. 128-154.
- Bosch, G. / Weinkopf, C. / Kalina, T. (2009), *Mindestlöhne in Deutschland*. Bonn : Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Deutsche Bundesbank (2011a), *Zur Entwicklung der Ausfuhr in den vier großen EWU-Mitgliedstaaten seit Beginn der Währungsunion*. Monatsbericht Juli 2011, S. 17-38.
- Fuchs, J. / Hummel, M. / Klinger, S. / Spitznagel, E. / Wanger, S. / Zika, G. (2010), *Der Arbeitsmarkt schließt an den vorherigen Aufschwung an*. Nürnberg : IAB-Kurzbericht 18.
- Herzog-Stein, A. / Lindner, F. / Sturm, S. / van Treeck, T. (2010), *Vom Krisenherd zum Wunderwerk ? Der deutsche Arbeitsmarkt im Wandel*. Düsseldorf : IMK Report Nr. 56.
- Horn, G. / Dröge, K. / Sturm, S. / van Treeck, T. / Zwiener, R. (2009), *Von der Finanzkrise zur Weltwirtschaftskrise (III) : Die Rolle der Ungleichheit*. Düsseldorf
- Horn, G. / Lindner, F. / Niechoj, T. (2011), *Schuldenschnitt für Griechenland – ein gefährlicher Irrweg für den Euroraum*. Düsseldorf : IMK-Report Nr. 63.
- Horn, G. / Logeay, C. / Stephan, S. / Zwiener, R. (2007), *Preiswerte Arbeit in Deutschland. Auswertung der aktuellen Eurostat Arbeitskostenstatistik*. Düsseldorf : IMK Report Nr. 22.

- Huffschnid, J. (2010), Fehlverhalten, Regulierungsmängel oder Systemdynamik ??Zu den Hintergründen und Ursachen der Finanzkrise. In : Hicckel, R. / Troost, A. (Hrsg.), Kapitalismuskritik heute. Zeitdiagnosen : Vom Staatsmonopolistischen zum finanzmarktgetriebenen Kapitalismus. Hamburg : VSA, S. 21–34.
- IMK Arbeitskreis Konjunktur (2011), Im Bann der Austeritätspolitik. Düsseldorf : IMK-Report Nr. 69.
- Joebgcs. H. / Logeay, C. / Stephan, S. / Zwiener, R. (2010), Deutschlands Exportu ?berschu ?sse gehen zu Lasten der Beschäftigten. Wiso-Diskurs. Bonn : Friedrich-Ebert-Stiftung.
- KfW (2011), Abschätzung des quantitativen Vorteils des Euro fu ?r Deutschland genuu ?ber einer fiktiven D-Mark. Online : http://www.kfw.de/kfw/de/KfW-Konzern/Research/Aktuelles/PDF-Dokumente_Research/DM_Szenario_.pdf (aufgerufen am 24.2.2012).
- Knuth, M. (2010), Fünf Jahre Hartz IV : Zwischenbilanz und Reformbedarf. In : Orientierungen zur Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik 123, S. 14-23.
- Krugman P. (2010), When Zombies Win. New York Times, 19. Dezember. Online : http://www.nytimes.com/2010/12/20/opinion/20krugman.html?_r=1&ref=paulkrugman&pagewanted=print (aufgerufen am 25.8.2011).
- Münchau, W. (2010), Hartz IV vergiftet Europa. Financial Times Deutschland, 30. September.
- Priewe, J. / Rietzler, K. (2010), Deutschlands nachlassende Investitionsdynamik 1991 - 2010. Ansatzpunkte fu ?r ein neues Wachstumsmodell. Bonn : Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Roubini, N. (2010), A Survival Strategy for the Eurozone. Online : www.project-syndicate.org (aufgerufen am 25.8.2011).
- Schäfer, C. (2011), „No Representation without Taxation“ — WSI-Verteilungsbericht 2011. WSI-Mitteilungen, 64 (12), S. 677-686
- Zeise, L. (2009), Ende der Party. Die Explosion im Finanzsektor und die Krise der Weltwirtschaft. Köln : PapyRossa.